



02-10-2012

Hollande après Sarkozy : La Recherche reste à la botte du Capital

Les réformes de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (ESR) imposées par Chirac et Sarkozy ne sont pas remises en cause par le nouveau pouvoir. Au ministère, on parle vaguement de **correctifs**. Il s'agit de rendre acceptable pour la communauté scientifique et universitaire des réformes qu'elle supporte de plus en plus mal.

La Loi dite de Responsabilité des Universités (LRU) sera remplacée par une loi qui ne remettra surtout pas en cause l'influence croissante du patronat et la concurrence entre les universités. Les agences (Agence Nationale de la Recherche, et celle d'évaluation **AERES**), dont les personnels demandent la suppression, vont être maintenues en relativisant un peu leur rôle. Les Investissements d'Excellence du Grand Emprunt (Les Idex avec leurs fondations privées) continuent à se mettre en place. Dans ce contexte, il est vraisemblable que le haut niveau d'emploi précaire ne diminuera guère même s'il y a quelques concessions face aux revendications syndicales.

L'aubaine fiscale pour les entreprises que constitue le Crédit Impôt Recherche (CIR), mis en place par Allègre-Jospin, et développé par Péresse-Sarkozy, sera encore renforcé en 2013, à plus de 5 milliards d'euros, (1, 5 fois le budget du CNRS) alors que ce cadeau fiscal au patronat n'amène nullement les entreprises à faire plus de recherche.

La démonstration la plus éclatante est l'exemple de la multinationale à base française SANOFI qui réduit son effort de recherche en France depuis plusieurs années tout en recevant 130 millions d'euros par an de crédit impôts recherche pour développer la recherche. Au mois d'août, Sanofi vient d'annoncer son intention de fermer ses centres de Montpellier et de Toulouse avec la disparition de 800 emplois à la clef.

Les Assises de l'enseignement supérieur et de la recherche vont rassembler des cercles restreints d'experts choisis par le ministère, pendant que des strapontins seront réservés à une poignée de syndicalistes. Un leurre pour faire croire que le gouvernement élabore démocratiquement son projet.

www.sitecommunistes.org